

# 14. LES LUTTES SYNDICALES DES METALLURGISTES VERVIETOIS DE 1868 A 1982 (1990)

*C'est en 1982 que parut mon **Histoire des métallurgistes verviétois**. Je rédigeai une synthèse de la première partie (1868-1914) de ce volume en 1990 lorsque la Centrale nationale des Métallurgistes FGTB, à l'occasion de son centenaire, publia le volume collectif **Chauffés au rouge** (pages 77 à 94). J'ai complété ensuite ce texte par un résumé des années 1914 à 1982 pour une brochure réalisée pour le 125<sup>e</sup> anniversaire des métallos verviétois cette fois (**Dure comme fer**, paru au printemps 2008, pages 29 à 64).*

## 1. LE TERRAIN DU COMBAT

Rappelons le décor, en quelques mots, car il serait trop long d'exposer ici en détail la condition du prolétariat verviétois au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, à la veille de la naissance du mouvement ouvrier. Déjà à l'époque, on a souligné l'insuffisance des salaires, permettant à peine la survie d'un couple de travailleurs, et l'inhumanité des conditions de travail: il s'effectue généralement dans des usines surchauffées et malsaines, les accidents sont nombreux, la durée moyenne de la journée de travail est de près de 13 heures. L'ouvrier malade ou en chômage ne bénéficie d'aucune sécurité. Les conditions de logement sont aussi pénibles. Feu René Doutrelepont a évalué le nombre moyen d'habitants par maison (en 1846) à 12 à Verviers, 9 à Dison et Ensival. Près de la moitié des ménages verviétois ne disposaient alors que d'une seule pièce; plusieurs familles logeaient parfois dans la même pièce divisée à la craie, et bien sûr sans égout ni latrine. Le manque d'hygiène, les fatigues du travail, les carences alimentaires engendraient des maladies. On s'explique ainsi aisément l'ampleur des trois grandes épidémies de choléra qui touchèrent l'agglomération en 1833, 1849 et 1866. En outre, l'alcoolisme était très répandu parmi ces «ouvriers-objets». Combien sont-ils ? 7.000 en 1846, sur une population de 22.000 habitants environ. Celle-ci augmentera durant la seconde moitié du siècle, jusqu'à atteindre près de 50.000 personnes en 1900. Durant la même période, la ville déborde peu à peu de ses limites ancestrales (la vallée), notamment par la construction d'un quartier de fabriques et de maisons ouvrières au Nord (rues de Dison et aboutissantes) et la création des boulevards du Sud (où s'édifient les nouvelles demeures de la bourgeoisie locale).

L'essor de la métallurgie et de la mécanique à Verviers accompagna celui de l'industrie textile. Pierre Lebrun a étudié la transformation de cette dernière au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment la Révolution industrielle, «inaugurant une suite quasi continue d'innovations techniques». La mécanisation croissante de l'industrie drapière a pour conséquence l'apparition et l'extension des usines de construction de machines - dont la production s'écoulera très tôt en dehors du marché verviétois. Le nombre de travailleurs de la construction mécanique passe de 21 en 1806 à près de 300 en 1846 sur un total de 452 ouvriers de la métallurgie (contre 80 en 1806). Parmi eux, bon nombre de mouleurs employés dans les fonderies. En 1910, la population de l'agglomération verviétoise comprend 1.678 ouvriers métallurgistes; les 45 établissements métallurgiques de cette même agglomération occupent alors ensemble 1.724 travailleurs. En outre, beaucoup de mécaniciens et de chauffeurs - machinistes sont employés par les usines textiles de la place pour l'entretien de leurs machines. Fondée peu avant 1830 par J.D. Houget et Ch. Teston, la plus ancienne et la plus importante entreprise locale est la Société Anonyme Verviétoise pour la construction de machines, anciennement firme Bède et Cie (1870), rebaptisée « Ateliers Houget » en 1923 : elle occupe près de 300 personnes au début du XX<sup>e</sup> siècle. La société Duesberg- Bosson (qui fusionna avec Houget au XX<sup>e</sup> siècle) en occupe alors une centaine, de même que les firmes Célestin Martin (absorbée par Houget en 1916) et Snoeck, l'une et l'autre à Ensival. Ces quatre entreprises dominent le secteur de la grosse construction mécanique.

Parmi les autres firmes de l'agglomération, on peut rappeler les noms de Bastin (55 ouvriers en 1910), Lensch (20 ouvriers), Longtain (idem), Tyssenne et Steffens à Verviers, Gardier à Ensival (10 ouvriers), Crosset, Heinrichs et Valençon à Hodimont (une douzaine dans chaque), Lambrée-Bertrand à Wegnez (30 ouvriers). Les principales fonderies étaient les Fonderies Verviétoises (50 ouvriers) et les firmes Lejeune, Leclercq et Ponthier à Lambermont (occupant ensemble 90 personnes). Le secteur de la métallurgie comprend encore les firmes Weerts à Verviers et Ensival (construction de chaudières, 40 ouvriers), la fabrique de balances Hürstel et Cie (à Verviers, 25 ouvriers), une fabrique de tuyaux (Heintz, à Lambermont), les ateliers Linon à Ensival (automobiles et vélos, 35 ouvriers) ... Enfin, huit fabriques de cartes et autres accessoires du textile (Dispa, Dethioux, Loneux, etc.) occupaient une centaine de travailleurs.

D'autres entreprises métallurgiques se trouvaient dans la région verviétoise, en dehors de l'agglomération. A Montzen, la fabrique de zinc et de plomb bruts de la Vieille-Montagne occupait plus de 300 ouvriers. De petits ateliers de construction existaient à Herve, Thimister, Olne, Stavelot et Lierneux. A Dolhain, quatre constructeurs (dont Charpentier et «La Verviétoise») employaient ensemble 60 ouvriers. Une cinquantaine d'autres étaient occupés à Theux dans dix petits ateliers (parmi lesquels Raxhon et Thomson). Au total, la région verviétoise comprenait en 1914 plus de 60 établissements métallurgiques d'importance et de nature fort diverses, fournissant du travail à quelque 2.000 ouvriers. En 1914 ... A ce moment, les travailleurs sont libres de s'associer depuis moins d'un demi-siècle seulement! Ce n'est en effet qu'en 1866 qu'a été abrogée l'interdiction de coalition et l'exercice du droit de grève autorisé. Un droit de grève, il faut le préciser, encore soumis à

d'importantes restrictions. Mais le fait même de la grève ou de l'organisation en syndicats ne constitue plus un délit, au moment où l'Internationale commence à se développer en Belgique.

## 2. LES PREMIERS SYNDICATS DES METALLOS VERVIETOIS

L'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) - de Marx, Bakounine, César De Paepé ... - avait été fondée en 1864, sa première section belge créée à Bruxelles l'année suivante. A l'extrême fin de 1867, le mouvement s'implanta à Verviers : le groupe « Les Francs-Ouvriers » se constitue en novembre, il entreprend la publication du *Mirabeau* en décembre et adhère à l'A.I.T. en mars 1868.

Particulièrement énergiques, les Francs-Ouvriers suscitérent la fondation d'un grand nombre d'autres sections locales dans la région; elles formèrent en juillet 1869 la Fédération de la Vallée de la Vesdre - qui joua un rôle de premier plan dans la 1<sup>re</sup> Internationale. De cette époque datent les premières organisations des métallurgistes verviétois. Le 5 décembre 1868, les mouleurs créent une caisse de résistance, l'« Alliance des Ouvriers Fondateurs »; en février 1869, les ouvriers mécaniciens font de même: ces deux groupes sont les premiers syndicats de métallos dans la Province de Liège. La « Société de résistance des Ouvriers Mécaniciens de Verviers et environs » autorisait l'affiliation de tout ouvrier métallurgiste dont le corps de métier n'était pas organisé en caisse (ou société) de résistance. Celle des mécaniciens était administrée par un comité de quatre membres dont deux secrétaires, E. Listray et J. Polis. Ce dernier, semble-t-il, fut remplacé en 1871 (au plus tard) par Denis Noblué, ancien ouvrier de la firme Houget. En 1873, Noblué représentait également les mécaniciens au Conseil fédéral de la Vallée de la Vesdre; de 1869 à 1871, c'est Antoine Benoît qui avait assuré ce rôle. Le syndicat tenait des réunions hebdomadaires et des séances publiques mensuelles, pour discuter des problèmes du métier. Il organisa plusieurs meetings, dès 1869. En 1872, ceux-ci eurent souvent pour thème l'abolition des « caisses de secours » dans les usines (l'administration de ces caisses, alimentées par les retenues salariales, était souvent critiquable) et les excès de certains règlements d'atelier. Le syndicat créa des sociétés annexes.

En avril 1871, quelques-uns de ses membres fondent une coopérative de consommation, sous la dénomination « Les Mécaniciens Collectivistes », pour fournir aux affiliés des articles alimentaires à bas prix; les ventes ont lieu tous les samedis soir au local des mécaniciens. Ceux-ci créent également une mutuelle, en décembre suivant (Les Mécaniciens Philanthropes); elle est administrée par Noblué, Listray et C. Aulier. Comme le précédent, cet organisme était ouvert à tous les ouvriers de la métallurgie (ajusteurs, tourneurs, forgerons, mouleurs, chauffeurs, menuisiers ...) résidant dans un rayon de 10 km autour de Verviers. La mutuelle espérait pouvoir donner à ses membres 12 à 15 F par semaine en cas de maladie ou de blessure; elle réclama évidemment la disparition des « caisses d'atelier ». Précisons que le local des Mécaniciens, d'abord situé rue Pont de Sommeleville, fut transféré rue de la Montagne, n° 66, en 1870 puis rue Spintay, n° 42, en mai 1871.

Denis Noblué représenta les métallurgistes aux « Réunions ouvrières » qui se tinrent d'octobre 1870 à décembre 1871; elles réunissaient des délégués des groupes ouvriers (sections locales de l'A.I.T. et sociétés professionnelles) et quelques patrons; il ne fut jamais possible de déboucher sur une entente avec ces derniers pour la solution des problèmes évoqués (caisses de secours, travail des femmes et des enfants, règlements d'ateliers, etc.). Mais l'année 1871 fut surtout marquée par un mouvement en faveur de la réduction du temps de travail. Les métallos verviétois y jouèrent un rôle de pionnier. La question avait été mise à l'ordre du jour par l'Internationale dès la fin de 1869 et amplement discutée dans *Le Mirabeau* par exemple. La société des mécaniciens y consacra ses réunions de juillet 1870.

Mais c'est surtout après la fin du conflit franco-prussien que ce problème absorbera toute leur attention : dix réunions y sont consacrées d'avril à début juillet 1871, après quoi le syndicat organise un grand meeting sur la question, le 30 juillet. Le 1<sup>er</sup> août, une assemblée de 450 métallurgistes se prononce unanimement pour la journée de 10 heures (la semaine de 60 h - au lieu de 72!) et décide d'envoyer aux patrons mécaniciens, au nom du syndicat, des délégués chargés de négocier. Il est convenu de commencer par la firme Houget (alors « Bède et Cie »), la plus importante de la place; en même temps, des listes de souscriptions circuleront dans les autres ateliers pour soutenir les ouvriers de cette usine si ceux-ci doivent partir en grève. Le 2 août, les délégués Roumans,

Lemaire, Bonhomme et Vannès contactent Bède; l'entrevue a lieu le lendemain - les ouvriers obtiennent satisfaction, le travail commencera désormais à 7 h pour se terminer à 18 h 30, avec une interruption de midi à 13 h 30. Les jours suivants, la délégation ouvrière se rendit successivement chez les autres patrons. Tous consentirent à la journée de 10 heures. *Le Mirabeau* du 13 août 1871 donna en exemple aux autres corps de métier « les mécaniciens, qui viennent de faire une si belle brèche dans la vieille muraille réactionnaire, par la bonne entente et la solidarité ». Pour la première fois, les ouvriers de tout un secteur obtenaient du patronat une réduction du temps de travail. Le mouvement atteignit ensuite Bruxelles (où des mécaniciens verviétois prirent la parole dans deux meetings) et le Hainaut. A Verviers, l'Alliance des Ouvriers Fondateurs entra en action peu après les mécaniciens, à la mi-août. Les maîtres-fondeurs de la ville cédèrent, excepté la fonderie Longtain à Hodimont. Ce dernier tenta au contraire d'organiser la résistance patronale au mouvement, mais en vain; son personnel se mit en grève : Longtain dut accepter la journée de 10 h, la rentrée de tous les grévistes et même une hausse des salaires.

L'agitation pour la réduction du temps de travail touchait à ce moment d'autres pays. En septembre, les mécaniciens organisèrent un meeting de solidarité avec les métallurgistes de Newcastle (en Angleterre), en grève depuis plusieurs semaines pour la journée de 9 h. Noblué dénonça l'embauchage de mécaniciens belges par des patrons anglais pour supplanter les grévistes, ainsi que l'arrestation du syndicaliste Cohn : délégué par les métallurgistes anglais pour participer au meeting verviétois, Cohn avait été arrêté et expulsé dès son arrivée à Anvers. En novembre enfin, *Le Mirabeau* publiait un appel à la solidarité émanant de l'Association des Ouvriers mécaniciens de Chemnitz (Prusse), également en grève pour la journée de 10 h.

La section verviétoise de l'A.I.T. aurait compté jusqu'à 6 ou 7.000 affiliés en 1870 ; elle se signala par son radicalisme. Mais l'Internationale fut rapidement divisée par la lutte entre marxistes et partisans des thèses anarchistes de Bakounine (exclu de l'A.I.T. en 1872). Les Verviétois (puis toute la section belge) se rangèrent du côté des seconds. Conformément à leurs principes, les Belges démantelèrent leurs organes de direction. Cette décentralisation eut des effets désastreux : livrées à elles-mêmes, beaucoup de Fédérations régionales disparurent ou furent réduites à très peu de choses. A Verviers seulement, une certaine activité se manifesta jusqu'en 1877; *Le Mirabeau* cessa de paraître en 1880. Mais l'organisation des métallurgistes avait complètement périclité dès 1875 - comme ce fut le cas aussi à Bruxelles, Anvers et dans le Centre.

Certes, la victoire de 1871 avait entraîné un accroissement important des effectifs syndicaux, la preuve étant faite qu'une revendication collective de travailleurs organisés pouvait triompher: à Verviers, les métallurgistes syndiqués furent rapidement quelque 700. Mais les luttes de tendances et la décentralisation dans l'A.I.T. d'une part, la lassitude ouvrière d'autre part (les leaders verviétois exhortaient alors les ouvriers à concentrer tous leurs efforts pour une «révolution globale» et non dans des revendications partielles) désagrégèrent très vite le mouvement. La dernière trace qu'il laissa fut la participation au Congrès belge de l'A.I.T. le 13 avril 1873 (à Verviers) de Jean Depresseux pour les Mécaniciens et d'Auguste Stiege pour une Caisse de résistance des chauffeurs-machinistes (sans doute de formation récente). Lors d'un autre Congrès belge tenu à Verviers en 1877 par contre, aucun délégué de métallurgistes n'était présent.

### **3. L'ASSOCIATION DES METALLURGISTES (1882)**

Le mouvement ouvrier belge avait pris une orientation nouvelle dès la fin des années 1870. Les partisans de l'action politique (conquête du droit de vote, participation aux luttes électorales) avaient créé de nombreux groupes en Flandre et à Bruxelles (en dehors de l'A.I.T.). Ils constituèrent un Parti socialiste flamand et un Parti socialiste brabançon en 1878.

En avril 1885, 59 groupes ouvriers créent à Bruxelles le Parti Ouvrier Belge (P.O.B.); dix d'entre eux seulement sont wallons, dont quatre de Verviers: parmi ces fondateurs de l'actuel P.S. figure un syndicat de métallurgistes verviétois. Les trois autres sont le cercle politique « En Avant », la boulangerie coopérative et le syndicat de tisserands. Ces groupes avaient été créés ou relancés au début des années 1880 sous l'influence d'un des anciens leaders de la défunte A.I.T., Pierre Fluche (ouvrier tisserand, victime d'un boycott patronal en 1874, celui-ci avait ensuite travaillé durant 3 ans chez Houget, puis s'était établi cafetier). L'« Association des Mécaniciens et Métallurgistes de Verviers et environs » datait de 1882. Elle avait pour secrétaire Gustave Lewalle, ajusteur mécanicien. C'est à ce titre qu'il témoigna en septembre 1886 devant la Commission d'enquête sur le travail industriel.

Celle-ci avait été installée par le gouvernement à la suite des violentes émeutes qui touchèrent le sillon industriel wallon en mars 1886, révélant brutalement (« à la lueur des incendies») l'ampleur de la question sociale. Cette Commission établit un questionnaire détaillé auquel répondirent des organisations tant patronales qu'ouvrières, puis recueillit oralement des témoignages dans toutes les régions du pays. Cette enquête nous permet de saisir la condition des métallurgistes verviétois, et leurs revendications, il y a un siècle. Comme grande entreprise, la Société Anonyme Verviétoise pour la construction de machines répondit au questionnaire de la Commission.

Selon la direction, les conditions de travail étaient évidemment parfaites (aéragé, chauffage, salubrité) et sans influence sur la santé, les accidents dus uniquement à l'imprudence des ouvriers, il n'y avait aucune mesure de sécurité ni d'hygiène à prendre. Les ouvriers n'étaient pas affiliés à des caisses de retraite; il existait en revanche « une caisse de secours » en cas de maladie ou d'accident, alimentée par des retenues de 50 cts par quinzaine sur les salaires. Ceux-ci s'élevaient - si l'on peut dire ... - à 4 francs par jour pour les ajusteurs, mouleurs et forgerons, 3 francs 75 pour les menuisiers, 3 francs 50 pour les tourneurs et 2 francs 75 pour les manoeuvres. Les enfants de 12 à 16 ans (qui représentaient alors près de 10 % du personnel de la firme Houget) obtenaient 1 franc par jour; ils étaient occupés comme aides, faisant leur apprentissage «sur le tas» - rien n'était organisé en ce domaine. Une hausse des salaires aurait eu pour conséquence, selon le patron, une augmentation de l'alcoolisme. Bède précisait encore que le travail de nuit était payé sans supplément et que 2 % des ouvriers travaillaient le dimanche (5 h) à l'entretien de l'outil (graissage et réparation). Le règlement d'atelier - établi sans consultation du personnel - prévoyait des amendes de 1 à 2 francs pour infractions à la discipline; il interdisait de se laver, s'habiller ou quitter l'ouvrage, sous aucun prétexte, avant le coup de cloche de sortie ...

Quinze ans après l'accord de 1871 sur la journée de dix heures, il n'était plus guère tenu compte de celui-ci; la plupart des patrons faisaient prestre des heures supplémentaires, souvent de nuit, payées au taux normal. C'est

ce qu'exposa Gustave Lewalle au nom des Métallurgistes devant la Commission d'enquête. Le syndicat réclamait en conséquence l'abolition du travail payé aux pièces et la journée de 8 heures, payée 4 F minimum (avec 25% d'augmentation pour les heures supplémentaires consenties). Il souhaitait l'établissement d'une commission mixte de sécurité et d'hygiène, pour visiter les ateliers et les installations afin de prévenir les accidents de travail. Les patrons seraient tenus de prouver devant cette commission la responsabilité de l'ouvrier en cas d'accident. A ce sujet, les Métallurgistes réclamaient l'abolition des caisses d'atelier ou au moins la remise de leur gestion aux ouvriers, et la création d'une caisse d'Etat. Ils souhaitaient l'instauration d'une commission mixte permanente pour les arbitrages en cas de conflit, la création d'un bureau de placement, la fixation de l'âge de 14 ans pour l'admission des apprentis dans les usines. Ils suggéraient la création d'un « atelier corporatif » (dans le syndicat des mécaniciens) qui servirait d'école professionnelle. Enfin, l'Association se prononçait pour le suffrage universel pur et simple et l'instruction gratuite, laïque et obligatoire. A noter que, comme en 1871, la revendication d'une réduction du temps de travail était justifiée par le souci d'une meilleure répartition du travail entre tous et la volonté de donner à chacun la possibilité d'une vie plus épanouissante.

La Commission d'enquête avait tenu ses séances à Verviers quelques jours après le premier congrès national des syndicats de métallurgistes. A l'origine de cette réunion, deux grèves pendant lesquelles des listes de souscriptions en faveur des grévistes avaient circulé dans tout le pays; un de ces mouvements était le conflit qui affecta au milieu de 1886 les établissements Snoeck à Ensival - pour s'opposer à une hausse des heures de travail sans compensation salariale. A la faveur de cet événement naquit l'idée de la création d'une Fédération nationale. Quatorze syndicats regroupant 3.400 membres - dont 124 pour celui de Verviers - envoyèrent des délégués au Congrès de Bruxelles des 12 et 13 septembre 1886. Tous étaient affiliés au P.O.B. Ils se mirent d'accord sur un programme de revendications (celui que Gustave Lewalle exposa peu après à Verviers) et la création d'une Fédération nationale.

Mais l'idée de solidarité interrégionale n'était pas encore ancrée dans les esprits: le principe d'une caisse nationale de grève ne fut adopté qu'en 1890 et il resta longtemps lettre morte, les organisations négligeant de payer. Seule une cotisation de 5 cts par membre (couvrant à peine les frais administratifs) avait été votée au congrès de 1886; elle fut portée à 20 cts en 1889. En dehors de ses congrès annuels, la Fédération semblait alors n'exister que sur le papier. Ce n'est que vers 1895 qu'une caisse de grève fut effectivement mise en place. Jusque là, la Fédération ne progressa guère et ses effectifs en 1896 étaient à peine plus élevés que dix ans auparavant. A Verviers cependant, le syndicat s'était développé à l'occasion notamment de la grève générale de 1893 pour le suffrage universel. Les métallurgistes avaient participé en masse à ce mouvement. En 1896, les organisations des métaux verviétois comptaient ensemble 611 affiliés (sur les 3.800 de la Fédération nationale). Les organisations, c'est-à-dire le syndicat des Mécaniciens, celui des Chauffeurs-machinistes et celui des Mouleurs; les deux derniers avaient été fondés dans la foulée de la grève générale.

#### **4. 1896-1906, DECLIN ET REDRESSEMENT**

Les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle furent une période très pénible pour le syndicalisme verviétois en général. En revanche, le mouvement ouvrier socialiste (qui a inauguré sa Maison du Peuple en 1894) remporte à l'époque plusieurs victoires électorales : le P.O.B. obtient les quatre sièges de députés au 2<sup>e</sup> tour des législatives de 1894; en novembre 1895, allié aux libéraux progressistes et à d'autres groupes démocratiques, il remporte les élections communales. L'année suivante, Pierre Fluche devient échevin de l'Etat civil, dans un Collège jusque là libéral homogène - Fluche qui, dès les élections communales d'octobre 1884, avait orienté le mouvement ouvrier local dans la voie de l'action politique et de l'alliance électorale avec la gauche libérale et les petits commerçants. On verra plus loin que cette tendance ne faisait pas l'unanimité et qu'au contraire, le P.O.B. verviétois fut profondément divisé jusqu'à la fin du siècle. Quant au mouvement syndical, il est pour ainsi dire réduit à néant. En avril 1896, après avoir soutenu une dizaine de grèves depuis janvier, la Fédération des tisserands verviétois déclenche une grève générale contre le tissage à deux métiers; elle se prolonge un mois et se termine par une débâcle complète, emportant les organisations elles-mêmes : des 34 sections qui formaient la Fédération en 1896, il n'en restait que 3 en 1900. Comme l'écrivit Jean Roggeman, « l'esprit de solidarité était mort dans les ateliers, c'était la lutte individuelle entre affamés pour la moins mauvaise place, le travail le plus avantageux ... ».

Il en était de même chez les métallurgistes, après les échecs de deux mouvements en 1896 et surtout d'un conflit chez Houget en 1898. En avril 1896, une grève des 117 ouvriers mécaniciens d'une usine d'Ensival (probablement Snoeck ou Martin) pour une amélioration des conditions de travail se soldait par une défaite après trois semaines de lutte. Fin mai suivant, défaite également pour la centaine d'ouvriers d'une fonderie, en grève depuis deux mois pour empêcher le renvoi du personnel syndiqué. Un échec semblable chez Houget durant l'été 1898 acheva de désagréger quasi complètement l'Association des Métallurgistes. La grosse construction mécanique était alors en crise: chômage le lundi, journée de 6 ou 7 h pour la majorité des ouvriers. Le 14 juillet, 160 des 200 travailleurs de la Société Verviétoise pour la Construction de machines (alors dirigée par Fernand Houget) s'étaient mis en grève pour un problème salarial : Houget avait accepté une commande mais avec réduction de prix, et proposé au personnel une diminution « temporaire » de salaire de 10%. Le syndicat était intervenu avec succès auprès des ouvriers pour qu'ils refusent cette baisse; le risque était grand, en effet, de voir les autres firmes de la place aligner leurs salaires sur ceux de chez Houget. Le 23 juillet, la direction de l'établissement licenciat tous les grévistes et publiait des offres d'emplois accessibles aux seuls

non-syndiqués. Mais la solidarité allait jouer dans tous les ateliers de la ville, «chacun comprenant que son avenir était en jeu et que si les grévistes Houget étaient vaincus, c'est en définitive la corporation des mécaniciens toute entière qui payerait les frais de cette grève» (*Le Parti Ouvrier*, hebdomadaire socialiste régional).

Durant tout le conflit, le comité de grève (réuni en permanence au local syndical de la Maison du Peuple) reçut des dons des diverses usines verviétoises. La caisse de grève put ainsi allouer 3 francs par jour aux pères de famille, 2 francs aux célibataires et 1 franc aux apprentis; en outre les 85 grévistes affiliés au syndicat recevaient une indemnité supplémentaire de la Fédération nationale des Métallurgistes; trois membres du Comité exécutif de celle-ci vinrent à Verviers début août pour soutenir la lutte. Le 7, les ouvriers repoussèrent les propositions de Houget : réembauchage des grévistes sauf 8 «meneurs» et diminution de 10% sauf pour le personnel n'ayant pas abandonné le travail. Mais il n'était pas possible pour les travailleurs, vu la crise, de trouver de l'ouvrage ailleurs, et de plus le nombre de chômeurs dans le secteur était fort important. A la mi-août, une cinquantaine d'entre eux avaient accepté de l'emploi chez Houget; à la fin du mois, 213 des grévistes (les autres étant déjà remplacés) réintégrèrent l'établissement aux conditions patronales. En outre chaque ouvrier ne fut accepté qu'après avoir signé l'engagement formel de ne plus faire partie d'aucun syndicat. On imagine la suite: en 1900, il n'y avait plus que 150 métallurgistes syndiqués (contre 600 en 1896), sur 1.500 travailleurs.

Le conflit Houget fut l'occasion d'une querelle entre socialistes verviétois. Ceux-ci étaient divisés depuis 1891 en deux Fédérations rivales. La Fédération d'arrondissement, conduite par Fluche et les députés verviétois, était surtout orientée vers l'action politique; pour attirer les voix du petit commerce, son leader ne soutenait guère et parfois même combattit les oeuvres coopératives du Parti. Ces dernières étaient affiliées, comme les syndicats des métallurgistes, à la Fédération verviétoise (dirigée par Jean Fraiture, Joseph Demoulin, Henri Angenot). Elle donnait la priorité aux coopératives et aux syndicats et critiqua «les chercheurs de mandats », les militants «ne voyant dans le socialisme que l'action politique, et dans l'action politique qu'un moyen de décrocher la timbale» (*Le Devoir*). Chacune avait son hebdomadaire. *Le Devoir* soutint la lutte des mécaniciens jusqu'au bout. En revanche, Pierre Fluche tenta de mettre un terme au conflit qui selon lui «devait porter la ruine surtout dans le petit commerce de Gérard-Champs». Au Conseil communal, l'échevin socialiste critiqua «les journaux qui viennent aggraver la situation, comme on l'a fait dans cette affaire, et plonger les ouvriers dans la misère». Cette attaque publique contre *Le Devoir* lui valut les félicitations de la droite libérale et des catholiques conservateurs.

Les organisations de métallurgistes étaient parmi les rares syndicats verviétois affiliés au P.O.B., comme d'ailleurs obligatoirement (depuis 1889) tous les groupes de la Fédération nationale des Métallurgistes. Cette affiliation obligatoire fut remise en cause par les Verviétois en 1904 mais un congrès extraordinaire en 1906 la confirma. Depuis 1897 la Fédération nationale disposait d'un secrétaire permanent rémunéré en 1899 et elle entreprit la publication d'un mensuel, *Le Métallurgiste belge*. Entre 1896 et la fin du siècle ses effectifs avaient presque doublé. A Verviers ce n'est qu'en 1900 que commença le redressement syndical, à l'initiative de Jean Roggeman, fondateur du *Travail*. Ce renouveau s'effectua sous le signe de la neutralité syndicale, voulue par Roggeman à la fois par principe et par nécessité tactique: les syndicats devaient être indépendants de tout parti et ne pas intervenir dans les luttes politiques et philosophiques. Sous l'impulsion du *Travail*, l'action produisit rapidement une croissance de toutes les associations (ce fut d'ailleurs une période d'efflorescence syndicale dans tout le pays). La population ouvrière verviétoise comptait 1.630 syndiqués en 1900, plus de 16.000 en 1906 (sur 22.000 travailleurs). Dans le textile, le taux de syndicalisation atteignit près de 100 % (15.000 syndiqués contre 1.400 en 1900). L'essor fut semblable pour les métallurgistes : 650 affiliés chez les mécaniciens en mars 1906 (contre 60 en 1900), 200 chez les fondeurs (contre 90 en 1900), 350 affiliés chez les chauffeurs-machinistes.

Les grèves se firent de plus en plus nombreuses dans tous les secteurs durant cette période. Les 30 ajusteurs et forgerons d'un établissement de Verviers obtiennent après une semaine de lutte la réintégration d'un ouvrier congédié, en novembre 1904. En mai suivant par contre, les 44 mouleurs d'une autre usine ne purent empêcher malgré 5 jours de grève une augmentation de la durée du travail. Mais en décembre 1905, leurs confrères des Fonderies Verviétoises remportent une nette victoire après 7 semaines de résistance dans un conflit salarial. En avril 1906 les plombiers-zingueurs de 29 établissements obtiennent eux aussi une hausse de salaire, après plusieurs jours de grève. Les menuisiers, les ouvriers du cuir, mènent également des actions. En métallurgie proprement dite, le conflit le plus important se déroule à la Fonderie Laoureux (Ensival) de juillet à octobre 1906. Les 90 membres du personnel (tous syndiqués) s'étaient mis en grève pour s'opposer à la tentative du directeur de généraliser le travail payé aux pièces; ils reçurent aussitôt l'appui du Syndicat des Fondeurs. Puis le soutien financier de tous les métallurgistes de la région et de leur Fédération. Le conflit se prolongeant, c'est finalement cette dernière qui négocia un arrangement avec Laoureux aux termes duquel le principe du travail payé à la journée était maintenu. La lutte avait duré près de 4 mois !

Pendant ce même automne 1906, la Fédération patronale textile décréta un lock-out dans l'industrie lainière verviétoise; elle mettait 15.000 ouvriers au chômage dans le but implicite de restaurer l'autorité patronale, mettre un terme à l'agitation sociale et briser l'essor syndical. Les chauffeurs-machinistes et mécaniciens occupés dans le textile furent aussi victimes du lock-out, qui dura de la mi-septembre à la mi-octobre. La bataille se termina par un compromis entre les Fédérations textiles patronale et ouvrière, consacrant à Verviers l'avènement de la convention collective. Par celle-ci, écrit Jean Puissant, «le patronat réaffirmait son autorité exclusive dans les ateliers et se mettait à l'abri des grèves répétées; en échange la Fédération syndicale obtenait sa

reconnaissance par les industries et la garantie d'un taux uniforme et stabilisé des salaires dans la région».

## 5. L'ORGANISATION DES METALLOS A LA VEILLE DE 1914

En août 1906, cinq Fédérations syndicales autres que celle du textile étaient formées. Parmi elles, la Fédération des Ouvriers Métallurgistes et similaires, comprenant l'Association des Ouvriers Métallurgistes (c'est-à-dire les mécaniciens), le Syndicat des Fondateurs et le Syndicat des chauffeurs-machinistes ainsi que ceux des Ouvriers du Cuivre et Tuyauteurs, des Brossiers, enfin des Tanneurs et Corroyeurs. L'Association des Métallurgistes s'était retirée (temporairement) de la Fédération nationale en 1905, tout comme les Fondateurs dès 1901. La Fédération régionale se présentait alors comme « neutre », s'interdisant (officiellement au moins) de prendre position en matière politique ou religieuse. Elle avait un permanent, Arthur Geelen.

Le 30 avril 1907, la Fédération des métallos avait pu signer avec la Fédération patronale textile une convention réglant les conditions de travail des chauffeurs-machinistes et mécaniciens occupés dans le textile. Cet accord avait été réalisé aisément: pour les patrons lainiers, il ne s'agissait que d'un complément (ou d'un élargissement à une minorité) de celui conclu en 1906 avec la Fédération ouvrière textile. En revanche, la Fédération des Métallurgistes se heurta à bien plus de difficultés lorsqu'elle tenta à la fin de l'année d'obtenir sa reconnaissance par le Cercle des patrons de la construction mécanique. Début septembre, en effet, l'Association des Métallurgistes avait élaboré un projet de redressement et d'uniformisation des salaires pour toutes les usines de la construction mécanique. Le Cercle patronal refusant de négocier avec le syndicat, celui-ci décida de le soumettre successivement aux différents employeurs (par tirage au sort). Le projet ouvrier prévoyait la semaine de 57 h (7 le lundi et 10 les autres jours), une hausse de tous les salaires (et la fixation d'un taux minimum généralisé), des indemnités de déplacements et une réglementation de l'apprentissage.

Très vite, les choses vont mal tourner. Le 18 septembre au matin, les 135 ouvriers de la firme Célestin Martin (dirigée alors par A. Tasté) se mettent en grève devant le refus de la direction d'accepter les modifications salariales. Ils sont suivis dans l'après-midi par les 11 travailleurs de l'atelier Jean Valençon : ce dernier a réagi au mouvement en licenciant tous les délégués syndicaux. Le 20, Tasté informe François Betsch, secrétaire-trésorier de l'Association des Métallurgistes, qu'il est prêt à appuyer la demande de cette dernière de rencontrer le Cercle patronal - si les ouvriers reprennent le travail chez Martin. La grève se poursuit. Le 24, les mécaniciens réunis en assemblée refusent d'achever les pièces de machines entamées chez Martin avant le conflit. Les patrons réagissent en décrétant un lock-out partiel dans la construction mécanique, frappant les ouvriers de Houget (235), Snoeck (120), Lambrée et Bertrand (15), Delvaux (25), Fettweis (10), Hendrick (20), Longtain (10), Bastin (50) et Hürstel (45) : soit avec les grévistes Martin et Valençon, 676 chômeurs forcés. Le lendemain, selon la gendarmerie, on compte plus de 1.000 métallos en grève.

Le 28 septembre, les patrons acceptent les revendications ouvrières en matière de frais de déplacements, d'horaire et d'apprentissage; mais ils refusent le minimum de salaire et surtout la signature d'une convention collective avec le syndicat. Or l'Association des Métallurgistes met ce point au premier plan. Début octobre, les fonderies commencent à subir les conséquences de l'arrêt des usines de construction : les mouleurs, « ces lutteurs endurcis » (*Le Travail*), viennent grossir les rangs des grévistes. Ils bénéficient en outre du soutien des autres corps de métier (plus de 6.000 francs seront recueillis en un mois); la Fédération régionale vote une cotisation supplémentaire de 1 franc par membre pendant la durée du lock-out. Celui-ci ne sera levé que le 16 octobre. L'accord conclu la veille entre délégués des usines et Cercle patronal correspondait à peu de choses près aux propositions patronales de fin septembre. Les ouvriers obtenaient plusieurs satisfactions matérielles importantes (frais de déplacements, réglementation de l'apprentissage, réduction des heures de travail et hausse des salaires) mais ni la fixation d'un minimum de salaire ni surtout la reconnaissance de leur organisation par le Cercle des constructeurs-mécaniciens.

Au moment de la reprise, François Betsch souligna dans *Le Travail* que la signature d'une convention collective aurait peut-être eu pour effet à long terme un assouplissement de la vigilance et de la combativité des métallos ... Il n'empêche que l'Association avait échoué dans sa tentative de reconnaissance par les patrons, après avoir souligné pendant un mois que cet objectif était la cause principale de la prolongation du conflit. Celui-ci avait coûté au syndicat plus de 20.000 francs.

Il n'y eut plus d'autres grèves importantes, ni même de mouvements victorieux, dans les années qui suivirent. Du 21 octobre au 7 novembre 1907, 14 mécaniciens d'une usine de Verviers font grève pour une hausse de salaire (toutes les usines n'étaient pas concernées par l'accord du 15) : échec, 13 d'entre eux sont congédiés. Le 4 juin 1909, 60 mouleurs d'une fonderie verviétoise abandonnent le travail pour obtenir le renvoi d'un non-syndiqué: échec également. En janvier 1913 enfin, 27 grévistes dans une fonderie de Lambermont pour un motif similaire : échec encore, tous les grévistes sont licenciés. Ces trois conflits sont, semble-t-il, les seuls qui se produisirent en métallurgie après le lock-out de 1907. Les quatre années qui suivirent celui-ci furent cependant une période florissante pour l'Association des Métallurgistes. Elle comptait 985 affiliés en 1908 et disposait alors d'un permanent rémunéré (François Betsch). Elle entreprit en février 1908 la publication d'un *Bulletin mensuel* afin de parfaire les connaissances professionnelles de ses membres et leur donner des informations sur la vie de leur organisation. Quant à la Fédération régionale, elle avait vu ses effectifs atteindre 1.300 membres à la fin de 1907.

Les organisations syndicales des métallos verviétois adhèrent à la Fédération des Métallurgistes de la Province de Liège, créée en 1906. Celle-ci se réorganisa en 1911 en cinq bassins industriels: Liège, Seraing, Flémalle, Huy et Verviers - au lieu de 23 sections locales. Une tendance identique à la centralisation se manifestait au même moment au niveau national, puisque la Fédération se transforma en août 1911 en Centrale des Métallurgistes de Belgique (C.M.B.). A Verviers, 1911 vit le départ du secrétaire permanent de l'Association des Métallurgistes, François Betsch. Il ne fut pas pourvu à son remplacement: sans doute le syndicat n'en avait-il plus les moyens. Les années 1907-1914 furent en effet une période de calme social (lié à l'existence de la convention dans le textile) et de régression syndicale dans la région.

Durant cette période, le taux de syndicalisation tomba de 100 à 65% dans le textile. Dans les autres secteurs, c'est environ 2/3 des effectifs qui avaient abandonné les organisations en 1914. Ce mouvement avait probablement affecté les métallos au début de 1911 déjà, puisqu'ils renoncèrent alors à remplacer leur permanent mais aussi à éditer leur *Bulletin* chaque mois. Ce dernier parut désormais irrégulièrement (trois numéros par exemple en 1911). En revanche, l'Association put trouver un remplaçant à François Betsch pour poursuivre le « cours de technologie mécanique » que celui-ci enseignait tous les samedis matins à la Maison du Peuple. Ses fonctions de secrétaire-trésorier et de propagandiste, d'abord confiées à un comité de quatre membres, furent ensuite assurées bénévolement par Hubert Dohogne.

Dohogne (qui fut permanent des métallos de 1921 à la fin de la seconde guerre) était né en 1878. Avant 1900, alors qu'il travaillait chez Hürstel, il s'affilie à l'Association des Métallurgistes. Ses activités syndicales lui valent les rigueurs du patronat: en juin 1909, il lui faut partir à Bressoux où il travaille chez «Hermès» (construction d'automobiles), qu'il quitte en décembre pour Huy, puis Anvers. Il revient dans la région verviétoise en août 1910, d'abord chez Charpentier à Dolhain puis à Verviers même en juin 1911, où il trouve du travail à la fabrique d'apprêts Crosset. A partir de ce moment, toutes ses soirées et ses dimanches seront consacrés au syndicat - au détriment de sa vie de famille. Alexis Dohogne se souvenait jadis avoir souvent accompagné son père (avant 1914) à la permanence que celui-ci tenait le dimanche à la Maison du Peuple pour percevoir les cotisations des «isolés». D'autres dimanches, c'était à un Congrès régional, provincial ou national que se rendait Hubert Dohogne ...

Nicolas Dohogne (frère d'Hubert) était, lui, secrétaire du Syndicat des Fondateurs qu'il avait contribué à créer en 1893. Le secrétaire des Chauffeurs-machinistes était Henri Faux (futur employé de la section, après la guerre). Les métallurgistes verviétois votèrent en février 1911 l'achat d'un drapeau: «pour contenter toutes les opinions», celui-ci n'aurait « aucune couleur marquante, tout en réunissant les nuances qui sont les symboles de paix, d'amour et de franche solidarité» (*Bulletin mensuel*). L'étendard, qui portait les noms des professions des trois organisations de métallurgistes, leur fut remis lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1911 par le député socialiste Louis Pirard. Il rendit hommage à l'exemple donné par les métallurgistes dans la lutte pour la réduction du temps de travail, quarante ans plus tôt. Ces derniers participèrent encore en masse à la grève générale d'avril 1913 pour le suffrage universel (1.634 métallos grévistes au plus fort de la lutte). Mais la réaction patronale qui suivit celle-ci puis la crise économique au début de 1914 accentuèrent encore la chute des effectifs syndicaux (selon Jean Roggeman, elle était due au reproche de stagnation adressé à leurs organisations par les ouvriers, souvent encore empreints de la mentalité révolutionnaire). En 1914, sur les quelque 2.000 ouvriers métallurgistes de la région verviétoise, il n'y avait plus, semble-t-il, que 141 syndiqués ...

## **6. LES METALLURGISTES VERVIETOIS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE (1919-1923)**

Durant les quatre années de la première occupation, le mouvement ouvrier belge put maintenir une relative activité. La Commission syndicale et le Conseil général du P.O.B. ont tenu des réunions, fait des interventions auprès des autorités allemandes; des militants purent se rendre à l'étranger. La Centrale des Métallurgistes ne pouvait plus compter sur grand monde pour agir : de ses 20.000 membres, beaucoup étaient sous les drapeaux, d'autres avaient fui le pays; son comité se réunit cependant régulièrement, tant pour discuter de l'aide à ses membres en difficulté que des actions à mener après la fin du conflit. A Verviers, le comité de la Fédération des Métallos demeura clandestinement uni - ce qui lui permit de reprendre ses activités dès la fin de 1918. Ses membres se rencontraient tous les dimanches matin dans la bibliothèque de la Maison du Peuple : en cas de problème, celle-ci constituait une bonne «couverture», les militants interrompaient leurs conciliabules pour se plonger dans la lecture de l'un ou l'autre ouvrage. Quand au fonds de caisse, il fut distribué petit à petit à titre d'aide aux membres les plus nécessiteux, par les soins de Hubert Dohogne.

Toutes les organisations syndicales virent leurs effectifs grandir formidablement - et en même temps leur puissance financière - au lendemain immédiat de l'armistice. Cet essor syndical fut particulièrement remarquable à la Commission syndicale: celle-ci passe de quelque 130.000 membres en 1914 à 688.000 en 1920, tandis que le développement des organisations chrétiennes est moins spectaculaire (de 123.000 à 157.000 membres). Cet essor - qui se manifeste dans tous les pays - sera encore plus marquant à la Centrale des Métallurgistes. Elle passe de 26.618 membres en 1914 à près de 160.000 fin 1920, devenant la plus forte organisation syndicale du pays. Après la ruée de 1919-1921, les effectifs diminuèrent peu à peu pour se stabiliser en 1923 aux environs de 125.000 membres. Les premières années de cette période virent également d'importantes modifications apportées à la vie politique et sociale du pays, cela au moment où la Belgique se trouvait confrontée à une

grosse tâche de reconstruction économique. Sur le plan politique, le changement fondamental fut bien entendu l'introduction du suffrage universel pur et simple dès 1919, sans même attendre la révision de la Constitution (qui eut lieu plus tard, pour entériner le nouvel état de fait). La démocratisation du système électoral amena les pouvoirs exécutif et législatif à être bien plus attentifs que par le passé aux revendications des masses ouvrières.

Quant aux organisations des métallurgistes verviétois, leurs effectifs évoluèrent, au lendemain de la guerre, selon une courbe similaire à celle de la C.M.B. ou encore de la Fédération provinciale liégeoise (qui compte 31.000 affiliés en 1919, 50.000 en 1920, 42.000 en 1921... ). En septembre 1921 la section des métallurgistes de Verviers comptait un peu plus de 2.900 membres. La section et non plus les syndicats : les trois organisations régionales (Association Générale des Métallurgistes, Syndicat des Ouvriers Fondeurs et Syndicat des Chauffeurs-machinistes) avaient fusionné le 9 juillet 1921 (adoption de nouveaux statuts). Pour préparer cette importante transformation, un comité régional provisoire avait été désigné au début de l'année, il comprenait 7 délégués de chaque groupe et devait se réunir pour la première fois le 29 mars. Il se forma à cette réunion un comité exécutif provisoire (2 membres de chaque groupe) qui prit contact avec la Fédération provinciale en vue de la nomination d'un permanent. Celui-ci allait être Hubert Dohogne, alors toujours secrétaire des mécaniciens.

Les métallurgistes nomment les membres du premier Comité de bassin de la section. Ce seront Hubert Dohogne, Jean Lecomte, M. Demlenne, B. Magnery, N. Bodson, Ant. Bastin et Pierre Hannotte pour les Métallurgistes, Jean Saroléa, Joseph Chapa, V. Lamoline pour les Fondeurs, enfin F. Gaillard, F. Philippe, Joseph Stollenwerck, Joseph Grégoire, Jacques Lecomte, M. Dubois et Henri Faux pour les Chauffeurs-machinistes. Lors de sa première réunion, le comité maintint la représentation ancienne des trois groupes au sein de la coopérative « Le Travail » et de la Centrale syndicale régionale. A ce moment, celle-ci comprenait 30 groupes et 24.000 affiliés (20.000 l'année suivante, 22.000 en 1923).

L'organisation unique des métallurgistes verviétois représentait certainement un progrès dans la voie de la centralisation. Il y en eut un autre, la même année. En effet, les métallos verviétois, qui avaient abandonné la Fédération nationale au début du siècle, adhèrent à la Centrale des Métallurgistes de Belgique, peu avant de se fondre en un syndicat unique qui devint section verviétoise de la C.M.B. En ce qui concerne l'Association des Métallurgistes par exemple, cette adhésion eut lieu en février '21, au cours de deux assemblées générales (les 6 et 13 février) auxquelles participèrent J. Delvigne et A. Deflandre, dont la présence fut nécessaire pour convaincre les hésitants, voire les opposants à l'affiliation. Parmi ceux-ci figuraient notamment de vieux militants comme Nicolas Jacobs et plus encore François Betsch, l'ancien permanent du syndicat qui se posa en adversaire irréductible de la centralisation - en quoi il voyait des risques de « fonctionnarisation » des administrateurs et de bureaucratisation du mouvement, une soumission au P.O.B. ... Cette tendance était minoritaire mais elle représentait quand même encore près de 20 % de l'assemblée des militants: l'adhésion à la C.M.B. fut votée par 158 voix contre 33 non et 7 abstentions.

Sur le terrain du combat, la persistance des patrons mécaniciens à refuser une augmentation salariale collective réclamée par le syndicat depuis fin 1920 ne pouvait manquer d'exaspérer les travailleurs de certains ateliers et les tensions débouchèrent sur un mouvement général des métallurgistes verviétois pour l'augmentation des salaires qui aboutit, en 1922, à quatorze semaines de grève générale dans toutes les usines de construction et les fonderies de Verviers et environs, déclenchée le 27 novembre 1922. A l'origine, un nouveau refus opposé par l'association patronale à la demande de hausse salariale formulée une fois de plus par les ouvriers. Le mouvement allait durer quatorze semaines, pendant lesquelles l'organisation syndicale dut indemniser 1.246 grévistes. Après un mois de lutte, les Métallos réclamaient l'aide de la Centrale syndicale régionale. La reprise du travail eut lieu le 5 mars.

A ce moment, il importe de ne pas l'oublier, la situation était aussi des plus tendues dans le textile, où les patrons avaient décrété en janvier un lock-out général mettant plus de 12.000 travailleurs sur le pavé, lock-out qui ne prit fin que début mai. Le conflit des métallurgistes avait coûté plus de 700.000 francs; près de 540.000 francs furent versés par la C.M.B. : ce chiffre allait servir pendant longtemps de référence aux partisans de la centralisation, il était une preuve indiscutable des avantages qu'elle présentait - sans elle les métallurgistes verviétois n'auraient pu résister plus d'un mois. Ils reçurent en outre des dons importants de la régionale et de la Fédération provinciale, notamment, qui compensèrent en partie les 160.000 francs que la section dut déboursier elle-même pour ses grévistes. Le syndicat put donc signer, fin avril, une convention avec les patrons constructeurs et fondeurs. Selon celle-ci, les salaires de toutes les catégories d'ouvriers étaient augmentés à divers taux, un minimum fixé; ils fluctueraient selon l'index, mais dans certaines limites tant à la baisse qu'à la hausse.

## **7. 1924-1928, TENSIONS POLITIQUES AU SEIN DE LA SECTION**

Entre la période de relance et de conquêtes syndicales du début de l'entre deux guerres et la grande crise économique de 1929-1930 (et au-delà), les années 1924 à 1928 sont en partie caractérisées, elles, par les affrontements entre communistes et socialistes au sein du mouvement syndical. Non que la section verviétoise

des Métallurgistes soit uniquement préoccupée par ce problème, certes. Mais il ressort de l'examen des procès-verbaux que celui-ci se posa de manière de plus en plus fréquente et aiguë au fil des ans, jusqu'en 1927 au moins. La tradition de neutralité politique du syndicalisme verviétois plaça la section dans une position délicate, à partir du moment où les Congrès nationaux de la Commission syndicale et de la C.M.B. prirent des dispositions à l'encontre des membres du Parti communiste. A Verviers comme ailleurs, ceux-ci ne manquaient pas de critiquer en toutes occasions la politique de la direction syndicale, et instiguaient les métallos à montrer plus de fermeté dans leurs relations avec le patronat.

Outre la grande grève nationale de l'été 1925, on compte moins d'une dizaine de conflits et incidents dans la métallurgie verviétoise entre 1924 et 1928. Une grève fut déclenchée par les ouvriers de l'usine Busch en juillet 1927 ; une autre à la Fonderie Dessoye-Magotte eut lieu à la même époque: les 16 ouvriers avaient abandonné l'atelier le 27 mai pour protester contre le renvoi d'un des leurs (motivé par le seul fait, semble-t-il, que celui-ci s'était rendu au W.C. durant le travail) ; la grève dura toujours début août, nous ignorons quelle fut son issue. En décembre 1928, c'est à la fonderie Duesberg qu'éclate un conflit similaire : 55 mouleurs cessent le travail suite au licenciement de l'un d'eux pour malfaçon; au bout d'un mois de résistance, ils obtiennent la réintégration de celui-ci. Quelques années auparavant, des mouvements de grève avaient également eu lieu dans les firmes Defresne et Wertz (1924), et à la fonderie Laurency-Mostert (mars 1926) - dans ce dernier cas, le conflit était provoqué par un licenciement. En octobre 1924, un incident s'était produit pour le même motif à la Fonderie de Wegnez, mais avait pu être solutionné par la négociation. Toujours pour s'opposer à des renvois, les ouvriers de la firme de construction Centner cessaient le travail en novembre 1926. Des incidents se produisaient régulièrement dans cette entreprise où semble-t-il, les relations entre le personnel et la direction étaient fort tendues. Nous ignorons combien de temps la grève déclenchée fin 1926 s'y prolongea et quel fut son résultat. Elle était toujours effective en tous cas fin décembre.

Il reste à rappeler qu'à l'été 1925, des milliers de travailleurs de la métallurgie menèrent une lutte d'envergure contre les organisations patronales, tant dans la construction mécanique qu'en sidérurgie, pour une question salariale. Les mouvements affectèrent 319 entreprises comptant près de 60.000 ouvriers dans la construction mécanique ainsi qu'environ 15.000 sidérurgistes. Dans le premier cas, de difficiles tractations aboutirent à un accord le 31 août 1925, après un mois et demi de grève - mais en sidérurgie, le conflit se prolongea jusqu'au début de 1926. Les métallos verviétois votèrent d'importantes cotisations de solidarité en faveur des grévistes. Au cours des diverses assemblées qui discutèrent de la situation, les militants communistes, dont surtout le futur grand résistant Joseph Leemans (1901-1976), ne cessèrent de dénoncer la « tiédeur » de la réaction syndicale devant l'intransigeance patronale; ils plaidèrent en vain pour la grève générale puis stigmatisèrent les compromis acceptés finalement par la C. M. B.

## 8. LES TERRIBLES ANNEES '30

« Lorsque l'on envisage l'évolution générale de la crise, on peut dire que, si 1930 fut l'année de la crise boursière et 1931 celle de la crise industrielle et commerciale, 1932 apparaît plutôt comme ayant été l'année de la crise financière. Et il apparaît déjà que 1933 sera l'année de la crise budgétaire. Seulement - et c'est cela qui importe pour nous - l'année qui vient amènera-t-elle la fin de la détresse qui nous étreint ? » C'est ce qu'écrivait Marcel Froidcoeur dans son Rapport sur l'exercice 1932 de la Centrale syndicale verviétoise. La « grande crise » - celle dite de '29 - avait frappé de plein fouet la région verviétoise dès 1930. En ce qui concerne les métallos, deux chiffres sont à cet égard éloquents : en janvier 1930, 136 membres du syndicat étaient en chômage complet ou partiel (soit environ 5 % des affiliés, ce qui était considéré comme « normal »); en décembre suivant, ils étaient 1.419. L'année suivante fut plus terrible encore, puisqu'au total, près des quatre cinquièmes des membres de l'organisation émargèrent pendant plus ou moins longtemps à la caisse de chômage. Il en fut de même en 1932. Ce n'est qu'en '33 que le nombre de chômeurs commença à diminuer.

Au début des années '30, les Métallurgistes verviétois affiliés à la C.M.B. sont quelque 2.500. Ce nombre était plus élevé dix ans auparavant (2.900 membres en 1921), mais le formidable essor syndical à l'issue de la guerre avait été suivi par un mouvement de régression. Le nombre d'affiliés était de 2.600 en 1926-1928, 2.500 à partir de 1929 (et jusqu'en 1933). Le léger tassement à la fin des années '20 était dû en partie au départ de membres communistes après l'instauration de l'abonnement obligatoire à *La Wallonie* ou au *Travail* et suite à des mesures prises à l'égard de Joseph Leemans (1927). En raison du nombre de chômeurs, les finances de la section se trouvaient en effet constamment dans un état critique, les déficits annuels cumulés avaient épuisé une bonne part du capital de l'organisation. Non seulement donc le chômage nécessite un travail tel qu'il oblige les permanents à négliger les questions syndicales, mais son coût affaiblit considérablement le syndicat. Il n'est pas question de conflits ni de grève en 1930-1932 chez les métallurgistes verviétois. Lorsqu'en mai de cette dernière année, ils tentèrent d'obtenir des organisations patronales des modifications salariales, ils se virent répondre que vu la situation économique désastreuse, ce n'était certes pas le moment de modifier en quoi que ce soit la convention. Le comité de la section fut lui-même d'avis qu'il n'était pas alors envisageable d'entamer un conflit. En août suivant, les patrons opposèrent également un refus net à une autre demande syndicale de stabilisation des salaires. Il ne semble pas que la métallurgie verviétoise ait été affectée par les grandes grèves qui éclatèrent en juillet 1932 dans le Hainaut (puis d'autres centres industriels wallons) contre la politique économique et sociale du gouvernement, les réductions de salaire et les conditions de plus en plus

draconiennes imposées à l'octroi des allocations de chômage.

Le milieu des années '30 est marqué, pour la classe ouvrière verviétoise, par deux grandes grèves - outre bien sûr la crise économique. Celle de '34 (qui semble avoir laissé le plus de traces dans la mémoire des militants) était locale mais d'une ampleur jamais vue; elle se solda par une défaite telle qu'elle handicapa sérieusement et pour longtemps l'ensemble du syndicalisme verviétois. La grève générale (et nationale) de 1936, en revanche, aboutit à l'obtention d'une série de nouvelles lois sociales, dont la conquête des congés payés est sans doute la plus fameuse. En 1934, dans le textile, les patrons étaient décidés à imposer de nouvelles conditions de travail particulièrement draconiennes, un retour de 30 ans en arrière, les fameuses «22 conditions». Par exemple: généralisation du tissage à deux métiers, réduction du personnel des équipes de filature, suppression des 20 % de supplément de salaire au personnel de la seconde équipe, roulement organisé au bon plaisir des employeurs. Les travailleurs concernés participèrent à un référendum : plus des 8/10<sup>es</sup> se prononcèrent contre les propositions patronales et pour la grève. Celle-ci commença le 26 février 1934 : 16.000 ouvriers du textile cessèrent le travail.

Les métallurgistes étaient indirectement impliqués dans le conflit : quelque 650 d'entre eux étaient occupés dans les usines textiles de la région. Peu avant le déclenchement de la grève, une courte majorité se dégagea pour ne pas quitter les ateliers tout en se déclarant solidaires des grévistes et en refusant d'aider à la production (19 février). Mais cette position apparut vite comme intenable et les métallos de l'entretien textile cessèrent eux aussi le travail à partir du 1<sup>er</sup> mars. Le 6, l'assemblée générale des métallurgistes vota une cotisation spéciale en faveur des membres en grève. Un comité de grève fut mis en place : il lui fallut trancher nombre de cas d'espèce relatifs au montage ou à l'entretien de machines dans les usines textiles par les travailleurs de la construction mécanique. Il s'agissait de veiller à ne pas nuire à la lutte des grévistes tout en évitant que la grève ne s'étende à l'ensemble des métallos. Un exemple parmi des dizaines : en avril, l'usine Snoeck pouvait obtenir d'une usine textile une commande de nouveaux métiers à tisser, mais seulement si ses monteurs acceptaient d'aller accoupler d'anciens métiers dans cette usine - alors que les grévistes luttaient, entre autres, contre le tissage à deux métiers ... A la mi-mai, les grévistes du textile manifestèrent leur inquiétude devant les travaux de transformation et de réparation de plus en plus nombreux effectués dans des usines textiles; il semble qu'à partir de ce moment, les métallos de la construction refusèrent d'effectuer tout travail dans les entreprises fermées. La grève dura depuis près de trois mois.

Un mouvement national de soutien aux grévistes avait été décidé par la Commission syndicale: jamais, pour aucune grève, pareil effort de solidarité n'avait été réalisé auparavant. Mais les circonstances économiques, le grand nombre de chômeurs, jouaient en faveur du patronat. Celui-ci se rendait compte que l'occasion était propice pour se débarrasser de l'emprise syndicale, et il était d'autant plus décidé à l'emporter. Le permanent de la Fédération patronale, Paul Léon, recevait d'ailleurs dans cette optique des conseils et des instructions de son homologue français depuis Roubaix et Valenciennes ! Selon certains, les travailleurs commirent peut être une erreur tactique, lorsque, dans le quatrième mois de la grève, ils rejetèrent à une assez faible majorité et dans la confusion les conclusions d'une commission d'arbitrage, qui leur auraient permis de sortir plus ou moins honorablement d'une situation qui apparaissait de plus en plus inextricable. A ce moment, des contacts avaient eu lieu entre la Fédération patronale et la direction du Syndicat chrétien du textile : celui-ci acceptait les conditions patronales... Le 29 juillet, les dirigeants syndicaux du textile décidaient la levée de la grève... Une capitulation sans conditions après cinq mois de lutte ! Des incidents se produisirent devant la Maison du Peuple : certains leaders firent doucher les manifestants qui protestaient contre la fin du conflit ... Chez les métallos de l'entretien textile, une assemblée réunie le 1<sup>er</sup> août approuva la levée de la grève par 292 voix contre 199. Le mouvement avait duré 22 semaines.

Le textile et (à sa suite) les autres organisations de la Centrale régionale furent terriblement affectés par l'issue malheureuse de la grève de '34. Celle-ci porta un coup tel au mouvement syndical verviétois qu'il en subit les effets jusqu'à la guerre. Les 16.000 grévistes, lors de la reprise du travail, avaient tous dû signer un document par lequel ils reconnaissaient accepter les «22 conditions». Celles-ci limitaient de beaucoup l'influence syndicale dans les entreprises, et constituaient une nette régression dans tous les domaines sur lesquels elles portaient. Mais tous les travailleurs ne purent réintégrer leurs ateliers : la grève fit des dizaines de victimes, les patrons refusant notamment de réembaucher les meneurs. Ainsi, la plupart des membres du comité de grève des métallos n'avaient pas retrouvé de place en septembre. A ce moment, 30 % des métallurgistes impliqués dans le conflit (215 sur 650) n'étaient pas encore réembauchés. Le syndicat leur vint en aide financièrement jusque fin janvier 1935, après quoi il dut y renoncer faute de moyens. Les finances de l'organisation se trouvaient en effet dans un état très critique, des suites de la grève. Mais il y avait pis encore : une chute très nette des effectifs. Soit parce que l'issue du conflit les avait déçus ou découragés, soit en raison des entraves et des pressions patronales, des centaines d'affiliés désertèrent l'organisation. Certains passèrent chez les chrétiens : c'est à la faveur de la grève de '34 que l'organisation des métallurgistes chrétiens, par exemple, parvint à s'implanter dans le milieu verviétois, alors qu'elle était quasi inexistante auparavant. La Fédération des Métallurgistes, qui comptait 2.500 affiliés en 1933, n'en avait plus que 2.300 fin 1933 et moins de 2.000 (1.945 exactement dont 2 femmes) en 1935. Ce n'est qu'après la grève générale de 1936 que les effectifs se relevèrent quelque peu (2.083 en 1936, 2.200 en 1937, sans doute 2.100 en 1938).

Si le conflit de 1934 eut des conséquences importantes pour le syndicalisme verviétois, il ne faut pas oublier

pour autant que les travailleurs de la région participèrent en masse deux ans plus tard à un autre mouvement, national celui-ci, dont les résultats furent bien plus heureux et tout aussi marquants. La grande grève de juin '36, à laquelle participèrent un demi million de travailleurs, démarra à Verviers plus tard que dans les autres centres: le mauvais souvenir de 1934, l'affaiblissement des organisations et le manque de confiance des travailleurs jouèrent à nouveau. Mais une fois lancé, le mouvement gagna toute l'industrie régionale. Un détail à noter: ce sont les métallurgistes des usines Houget et des Ateliers d'Ensival qui partirent les premiers en grève dans le bassin de Verviers. Le mouvement prit fin le 21 juin (ou dans les jours qui suivirent, en fonction des accords obtenus dans les secteurs ou les régions). Les effets généraux de la victoire furent le minimum de salaire de 32 francs par jour, la réadaptation des salaires (de 5 à 10 %), la reconnaissance syndicale, l'application immédiate de la semaine de 40 heures dans certaines industries et, faut-il le rappeler, les congés payés.

## 9. UN NOUVEL APRES-GUERRE

Pendant les premiers mois de l'occupation en 1940, le syndicat des métallos verviétois parvint à subsister quelque peu, en secret toujours, sous le couvert de sa mutualité : des cotisations étaient encore perçues pour la «caisse de prévoyance». Ce fut le cas durant toute l'année 1941 encore. Mais au début de 1942, l'UTMI - l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels - s'installa dans les locaux de l'ancienne Centrale syndicale. L'UTMI était l'organisation syndicale unique créée fin 1940 par les autorités militaires; elle avait obtenu l'adhésion d'un certain nombre de centrales et dirigeants syndicaux (ou d'hommes politiques comme Henri De Man qui, en juin '40, avait dissous le P.O.B. dont il était président), mais ne trouva guère d'accueil favorable chez les travailleurs : en 1942, elle ne comptait que ... 317 membres dans la région verviétoise !

Les dirigeants du syndicat collaborateur, lors de leur installation à la Maison du Peuple, sommèrent Dohogne de leur remettre tous les documents qu'il avait mis à l'abri chez lui - notamment la liste des affiliés à la Fédération des Métallurgistes. Le secrétaire les déclara perdus ou détruits : il s'empressa de les murer dans sa cuisine - où ils se trouvaient toujours voici 25 ans ... Durant toutes les années noires, Hubert Dohogne - qui avait 64 ans en 1942 - contribua à la résistance en se chargeant régulièrement du transport de la presse clandestine à travers Verviers : il emmenait toujours avec lui sa petite-fille lorsque sa mallette était bourrée de journaux, car il risquait moins ainsi d'éveiller les soupçons. A un autre niveau, Joseph Leemans, au sein du Parti communiste clandestin, fut chargé de mettre sur pied un réseau spécifique pour les opérations de sabotage de l'appareil de l'ennemi : ce seront les Partisans Armés (ses activités de Résistant valurent à Leemans d'être déporté). De nombreux autres militants participèrent ainsi, d'une manière ou de l'autre, à la lutte contre l'ennemi.

Les anciennes organisations syndicales étaient dissoutes. En l'absence d'une partie des dirigeants - et face à l'éclatement des structures traditionnelles - les pôles de la vie syndicale se fixèrent dans les usines. De jeunes - et nouveaux - leaders syndicaux s'affirmèrent dans la clandestinité, tels les métallos liégeois André Renard et Raymond Latin. De nouvelles organisations apparurent avec eux : ils créent des comités d'usine dans la plupart des entreprises sidérurgiques et métallurgiques du bassin liégeois, qu'ils regroupent fin 1942 dans le Mouvement Métallurgiste unifié. Celui-ci devient en 1944 le Mouvement Syndical Unifié (M.S.U.) dont l'activité s'étend à l'ensemble des régions wallonnes. Il est imprégné d'idéologie anarcho-syndicaliste : dans son manifeste « Pour la révolution constructive » (André Renard), le M.S.U. prône l'abolition du salariat par une transformation radicale de la société, il redéfinit le principe de la lutte des classes et surtout insiste sur l'indépendance absolue du syndicalisme à l'égard des partis politiques. Le M.S.U. comprenait des dirigeants des Comités de lutte syndicale, créés et animés par des militants communistes. A la fin de la guerre, ces Comités se regroupèrent au sein de la Confédération belge des Syndicats uniques (C.B.S.U.). Enfin, outre cette dernière et le M.S.U., une troisième organisation syndicale naquit dans la clandestinité : le Syndicat général des services publics. En septembre 1944, le problème le plus grave qui se posa au mouvement syndical socialiste fut donc celui de son unité.

A Verviers, une assemblée générale des métallurgistes se tint le 6 juin 1945 en vue de cette unification. Un comité de fusion fut désigné pour veiller à la reconstitution du bloc de la métallurgie à la base. Il comprenait H. Dohogne, J. Saroléa, E. Ruth, P. Buchet, E. Bonaventure, J. Gromen, J. Jamar, A. Pirard et F. Pire; ils constituèrent avec les délégués d'usines le nouveau comité régional. Début juillet, celui-ci se choisissait un président (P. Buchet) et un vice-président (J. Saroléa) - rompant ainsi avec la tradition du président de séance, qui avait été la règle durant l'entre-deux-guerres (Jean Saroléa remplaça P. Buchet à la présidence de la section dès octobre suivant). Hubert Dohogne remplissait toujours les fonctions de secrétaire. Il fut pourvu à son remplacement (il avait alors plus de 65 ans) à la mi-septembre 1945 : les métallurgistes désignèrent comme nouveau permanent Eugène Ruth, jusque là mouleur à la fonderie Houget. Il avait fait partie du comité régional des métallos dès 1936.

En même temps que la désignation d'un nouveau secrétaire permanent débutèrent les pourparlers en vue de l'adhésion de la section verviétoise à la Fédération des Métallurgistes de la Province de Liège qu'avait reconstituée Renard. Raymond Latin exposa au comité régional les multiples raisons plaidant en faveur du rattachement des Verviétois à la Fédération provinciale, le 25 septembre 1945. Après plusieurs entrevues à Liège (en octobre) pour régler les modalités du processus d'affiliation, le comité marqua son accord unanime

début novembre, et une assemblée générale se prononça dans le même sens peu après. A ce moment, il faut le souligner, les effectifs du syndicat étaient bien moins élevés qu'avant 1940. Contrairement à ce qui s'était produit après l'armistice de 1918, ce n'est que progressivement que les organisations syndicales retrouvèrent leur puissance (numérique) d'antan. Au moment de la fusion en juin 1945, les métallurgistes FGTB n'étaient encore que 700 (trois fois moins qu'en 1939). Ils étaient 1.100 en octobre, 1.334 à la fin de 1945. Les effectifs ne cessèrent de croître jusqu'au printemps 1948. Le syndicat compta alors près de 2.600 inscrits (2.577 exactement en mars) soit 300 de plus environ qu'à l'automne '47 (2.293 membres en septembre).

Les premiers mois après la libération ne furent pas seulement consacrés à la difficile réorganisation syndicale. Dès juillet 1945, les métallurgistes verviétois décidaient de soumettre aux Cercles patronaux une demande d'augmentation de tous les salaires (25 %) avec minimum de 15 francs l'heure pour les qualifiés. Les contrepropositions patronales formulées en septembre étant jugées insuffisantes, les métallos déclenchèrent un mouvement général d'arrêt de travail dans la région, le 17. Le conflit dura six jours : le 22 septembre, les ouvriers décidaient la reprise du travail (pour le 24) après avoir obtenu complète satisfaction. Dans les semaines qui suivirent, c'est un accord sur la réadaptation du salaire des apprentis qui fut recherché (et obtenu en novembre). Le 20 décembre, les mécaniciens et les ouvriers des fonderies participaient encore à un arrêt de travail de deux heures (et un meeting à la Maison du Peuple) organisé sur le plan national pour toute la métallurgie (objectifs : abatement des taxes et renforcement des mesures prises par la Sécurité sociale). Il y eut un autre grand mouvement national des métallos en juin 1948 - qui dura cette fois près d'une semaine (du 16 au 21). Toute la métallurgie et la sidérurgie belges furent paralysés durant ce laps de temps, pour faire aboutir une série de revendications essentiellement salariales. Bien mise au point et bien suivie, la grève se déroula parfaitement et aboutit à un accord national rencontrant les revendications de la Centrale des Métallurgistes.

Enfin, ce second après-guerre prit fin, en 1950, par le combat décisif pour empêcher la réinstallation de Léopold III dans ses fonctions – en raison de son attitude pour le moins ambiguë durant l'occupation. Une consultation populaire sur le retour du roi avait été organisée le 12 mars par le gouvernement PSC-Libéral. Pour rappel, si la Flandre se prononça à 72 % en faveur du souverain contesté, la Wallonie industrielle et Bruxelles votèrent «non» en majorité (les «oui» l'emportaient dans l'ensemble de l'arrondissement de Verviers, mais ne représentaient que 40 % à Verviers même). Des grèves spontanées éclatèrent dans les jours qui suivirent la consultation. A Verviers, les métallos furent les premiers à cesser le travail pour 24 ou 48 heures : Houget d'abord, suivi par Bertrand et Duesberg.

Ces premiers mouvements annonçaient l'ex plosion qui allait suivre immédiatement le retour du roi, le 22 juillet (après des élections qui donnèrent la majorité absolue au PSC). Elle fut précédée dès le début de ce mois par des arrêts de travail, des meetings et manifestations de plus en plus nombreux : le 15 juillet par exemple, une grève générale de 24 heures et un meeting place du Martyr à Verviers au cours duquel André Renard prit la parole devant près de 10.000 personnes. Fin juillet, la grève était générale dans toute la Wallonie - et un climat de guerre civile régnait dans le pays. On sait que le mouvement devait aboutir au retrait de Léopold III. Il avait coûté aux métallos de Verviers un demi million et avait été l'occasion, en mars, de premières frictions avec la Régionale FGTB : elle s'était montrée alors plus tiède que d'autres régions voisines, tandis que les métallurgistes verviétois se voulaient particulièrement combatifs. C'était là un inconvenient de la double appartenance des métallos verviétois à la Régionale de Verviers mais aussi à la Fédération provinciale des Métallos.

## **10. LA SECTION DURANT LES ANNEES CINQUANTE**

La lente érosion des effectifs du syndicat des métallos FGTB se poursuivit de 1951 à 1955. Encore fort de quelque 2.300 membres en 1950, il en avait un peu moins de 2.000 au milieu de la décennie. Cette baisse était proportionnelle à la diminution du nombre de travailleurs occupés dans les entreprises métallurgiques de la région et consécutive à la disparition de certaines firmes; elle s'expliquait aussi par un manque d'efforts de recrutement au niveau des petites entreprises.

Un chômage endémique affectait l'industrie régionale de la construction mécanique, dans les premières années de la décennie. En 1951, le nombre de métallos en chômage complet ou partiel était passé de 169 en mai à plus de 300 en juillet. Deux ans plus tard, 50 % de la mécanique à Verviers étaient en chômage, souvent partiel. En mai 1953, seules les firmes Bertrand (30 ouvriers), Raxhon (70 ouvriers) et Paulus (10 ouvriers) travaillaient à plein rendement. La situation eut tendance à s'aggraver dans les mois suivants. En septembre un chômage intensif sévissait chez Houget, Duesberg, à l'EIB; chez Snoeck, quasi tout le personnel était en chômage complet. Il en était de même dans les petites firmes. Dans l'entretien textile, le travail était alors régulier mais le nombre d'emplois n'avait cessé de baisser depuis cinq ans : les métallos verviétois comptaient 400 affiliés dans ce secteur en 1948; par suite des licenciements et du non-remplacement des pensionnés et des malades, ils n'étaient plus que 250 en août 1953.

La situation dans les fonderies n'était pas meilleure. En septembre 1952, les deux fonderies Duesberg (situées rue V. Besme et rue Centner) avaient provisoirement fermé leurs portes par manque de travail. En mai '53, trois des six fonderies de la place (les deux précitées et l'entreprise Ponthier) étaient fermées. Le chômage s'accroissait dans les trois autres (Fonderie de la Vesdre, Fonderie Verviétoise et Houget). Les fonderies

Duesberg étaient à nouveau en activité en septembre, mais elles n'occupaient plus que 85 travailleurs, contre 140 précédemment. Une d'entre elles (celle de la rue Centner) fut à nouveau fermée à la fin de 1955, à cause du manque de commandes. En juin 1957, c'est la Fonderie Verviétoise qui était dissoute, puis reprise par Hubert Duesberg ; une partie du personnel ne fut pas réembauchée. En septembre 1958, elle était provisoirement fermée en raison de l'abondance de ses stocks à écouler; au même moment, la fonderie de la rue Centner cessait définitivement ses activités : le matériel fut vendu à une firme de Huy et les 30 ouvriers furent licenciés.

1957 fut l'année de la grève générale de la métallurgie pour la conquête du double pécule intégral de vacances, revendication avancée en février par le Comité national de la C.M.B. et adoptée par le Congrès d'avril suivant. Des pourparlers avec les organisations patronales avaient été entamés sous la présidence du Premier Ministre, le 19 juin, mais les employeurs s'étaient refusés à faire la moindre concession. Dès ce moment, de nombreuses entreprises de la région liégeoise, puis du Centre, se mirent en grève. Le 1er juillet, la grève était générale. Elle dura quinze jours. Un accord était intervenu le 12 juillet (augmentation de salaire de 2 à 3 % notamment). Si elle n'avait pas donné le résultat escompté, la grève avait au moins posé le problème une fois pour toutes (une solution y fut apportée en mai '60). On notera encore la grève générale de 24 heures qui eut lieu le 29 janvier 1960. Les métallos verviétois participèrent à près de 90 % au mouvement : il y eut, sur un total de 2.400 travailleurs, 1.800 affiliés FGTB en grève, ainsi que 340 CSC.

La fin de la décennie vit un important changement à la tête de la section. Le secrétaire en fonction depuis 1945, Eugène Ruth, fut muté à Liège en mars 1959. Le comité régional choisit Henri Klein pour nouveau permanent. Ce dernier était jusque là délégué principal chez Houget, et ce depuis août 1951. Peu après l'élection de Klein, les délégués procédaient au renouvellement de leur comité exécutif, organe restreint composé de quelques représentants des grosses sections (Houget, Bertrand, E.I.B., Duesberg), d'un représentant des petits ateliers et d'un autre pour le secteur Entretien. Il confirma dans ses fonctions de président Jean Saroléa (en dépit du fait que celui-ci venait de prendre sa retraite) et élut à la vice-présidence Albert Lacart.

## **11. LES ANNEES '60 : LES TENSIONS DANS LA GAUCHE WALLONNE**

De la fin 1960 à 1964, une partie du mouvement ouvrier belge fut affectée par des tensions de plus en plus graves. Tant au sein de la FGTB que du PSB, elles opposèrent Flamands et Wallons et, chez ces derniers, «modérés» et radicaux, unitaristes et fédéralistes ... Au fil des ans, les relations des métallos verviétois avec la Régionale devinrent difficiles, et la position des métallurgistes pour le moins inconfortable. Ces années furent celles d'un affrontement majeur entre les diverses tendances du mouvement syndical sur une série de problèmes cruciaux : relation avec les partis politiques, réforme de l'Etat, etc. Il fallut beaucoup de courage aux métallos verviétois pour maintenir leur attitude de fermeté dans ces questions, tout en étant minoritaires au sein de la FGTB régionale - tout comme le courant auquel ils adhéraient était minorisé au national.

Le cap des 2.000 membres inscrits - que la section s'était fixé comme objectif à la fin des années '50 - fut à nouveau atteint et dépassé en 1960. L'organisation compta alors une moyenne annuelle de 2.015 affiliés (dont un peu plus de 90 % en règle de cotisations) contre 1.862 l'année précédente, 1.920 en 1958. La remontée des effectifs se poursuivit par la suite. Le syndicat comptait 275 jeunes de moins de 30 ans en 1960; le relevé avait alors été effectué en vue de la reconstitution, par la Régionale, d'un mouvement de Jeunesses syndicales à Verviers (celle-ci eut lieu en mars 1961).

L'hiver '60 fut, on le sait, celui de la Grande grève contre le projet de loi unique, qui démarra spontanément le 20 décembre, jour d'ouverture du débat à la Chambre sur ce projet de loi. En dépit des rappels à l'ordre de certains dirigeants, le mouvement s'étendit rapidement. Le comité des métallos verviétois, réuni le 20 décembre, avait choisi de réserver la primauté aux mots d'ordre de la Fédération provinciale pour la suite de l'action; cette dernière décréta la grève générale le lendemain. A Verviers, les employés de l'entreprise Houget avaient spontanément débrayé dès le 20, paralysant l'usine. Toute la région était en grève le 22. On sait que le mouvement dura plus d'un mois. Très vite, il fut essentiellement localisé en Wallonie. Ses objectifs évoluèrent : de l'opposition à la loi unique, l'accent fut déplacé vers les problèmes spécifiquement wallons; outre les réformes de structures économiques. André Renard réclama également la révision des structures politiques du pays, le fédéralisme. Pour la première fois, cette revendication (déjà ancienne dans certains milieux wallons) trouvait un réel contenu populaire.

Le mouvement s'effritait à la mi-janvier. Le 15, le président du P.S.B. proposait de renvoyer devant des Commissions parlementaires les divers volets de la loi unique (que la Chambre avait adoptée le 13). Les grévistes, en tout cas nombre d'entre eux, eurent le sentiment d'être «lâchés» par leur représentation politique : eux luttèrent pour le retrait pur et simple du projet de loi, pour des réformes de structure et pour le fédéralisme. La grève se relâcha dès le 16. Les métallurgistes verviétois reprirent le travail le 18, pour ne pas être isolés dans leur région. Le 21, le Comité de coordination des Régionales wallonnes de la FGTB (créé en décembre) décidait d'arrêter la grève et de « donner de nouvelles formes à l'action». Il préconisait la transformation de la FGTB en une Confédération syndicale basée sur trois Fédérations (wallonne, flamande et brabançonne). Et à la mi-mars, André Renard fondait (avec les animateurs de ce Comité de coordination) le M.P.W., Mouvement Populaire Wallon, dont les objectifs tenaient en une formule : « Fédéralisme et réformes de structures ». La création du

M.P.W. avait eu lieu peu avant les élections anticipées décidées par l'équipe Eyskens dans l'espoir d'un recul de la gauche - qui n'eut pas lieu.

Les métallurgistes verviétois s'étaient affiliés collectivement au M.P.W. (comme toute la Fédération provinciale) dès la création de celui-ci. Ils se lancèrent avec zèle dans l'action wallonne, en organisant la propagande pour le MPW dans les entreprises (une section fut constituée chez Houget en mars '62). Fortement appuyé sur le monde syndical, le MPW connut durant sa première année d'existence un développement tel que son importance surprit le monde politique. Les autres groupements wallons retrouvèrent une certaine vigueur sous son impulsion. Il fut l'initiateur d'une manifestation qui rassembla à Liège, le 15 avril 1962, quelque 10.000 personnes, pour protester contre le projet de rattachement des Fourons à la Flandre. Grâce à une intense propagande dans les usines, la délégation des métallurgistes verviétois compta près de 500 manifestants. Une autre manifestation sur le même thème eut lieu le 24 octobre, toujours à Liège; les métallos de Verviers y participèrent également et organisèrent des arrêts de travail dans leurs entreprises. Le 17 novembre, c'est à Verviers que le Front commun d'Action wallonne manifestait et le comité des métallos prit part à l'organisation de la journée.

On sait que les efforts du mouvement wallon pour empêcher l'annexion des Fourons furent vains. Il en fut de même de l'opposition syndicale aux projets de loi sur le maintien de l'ordre (« lois anti-grèves ») que le gouvernement fit connaître en septembre 1962. Les métallurgistes décidaient aussitôt, par rétorsion, de refuser de prêter des heures supplémentaires. Après avoir été discuté en Commission, le projet fut abordé en débat parlementaire au printemps 1963. Le Comité national de la FGTB s'était prononcé sur les textes amendés : les projets ne furent approuvés que par 53 % des mandats, les régionales flamandes avaient voté «pour» à 95 %, les régionales wallonnes «contre» à 80 % ! En dépit de l'opposition syndicale (en Wallonie, des arrêts de travail avaient eu lieu), la plupart des parlementaires socialistes wallons votèrent les projets. Seuls douze d'entre eux s'abstinrent; le Bureau national du Parti les sanctionna. Tant le vote du Comité national de la FGTB que celui des élus socialistes provoquèrent des remous dans la gauche syndicale. La Fédération des Métallurgistes liégeois reconsidéra ses rapports avec la C.M.B. Au sein du comité des métallos de Verviers, on discuta du retrait de la Centrale et de l'Action commune.

Dans la foulée, c'est sur le terrain économique que l'expansion économique se ralentit fortement à partir de 1965 pour entrer dans une phase de récession jusqu'en 1968. La période de récession de 1965-1968 fit ressortir les déficiences structurelles de l'économie. La construction mécanique fut sérieusement touchée par le ralentissement en 1966-1967 surtout. Le secteur des machines et accessoires textiles régresa d'une façon considérable, le mouvement de recul entamé dès la fin des années '50 s'accroissant de façon dramatique. Ce recul était lié à la crise de l'industrie textile dans le Marché Commun, au suréquipement de la C.E.E. à la suite de l'industrialisation du tiers-monde, et à l'évolution vers de nouveaux processus de fabrication. Dans l'agglomération verviétoise et la vallée de la Vesdre, on enregistra, entre 1965 et 1968, une perte de 500 emplois en construction métallique. En 1965-1966, la quasi totalité des firmes de construction métallique de la place était touchée par un chômage endémique. Certaines d'entre elles connaissaient de graves difficultés.

Confronté à de multiples problèmes d'emploi et de salaire résultant des difficultés économiques du moment, le syndicat des métallos verviétois était en quelque sorte constamment sur la défensive durant la seconde moitié des années '60, dans ses relations avec le patronat régional. Ce n'est qu'à l'approche de 1970 que le contexte des relations industrielles évolua favorablement. Durant cette période, le comité des métallos avait aussi poursuivi son action au sein du Mouvement Populaire Wallon en faveur du fédéralisme et des réformes de structures. En 1969, les métallurgistes participaient à l'organisation de la manifestation du 19 avril à Verviers pour le redressement de l'économie wallonne; la Régionale de Verviers ne s'était pas associée à cette action du Front d'Action Wallonne, et avait laissé la liberté aux Centrales d'y prendre part ou non : seule la CGSP se joignit au mouvement. Et le 22 mai suivant, lors d'une action similaire organisée sur le plan provincial par le front commun syndical cette fois, ce sont encore les métallos qui respectaient le mieux les mots d'ordre d'arrêt de travail. Il en avait été de même un an plus tôt, lors d'une manifestation des travailleurs wallons à Bruxelles (toujours pour le sauvetage de l'économie régionale) : avec 330 manifestants, la section des métallurgistes représentait à elle seule près de la moitié de la délégation verviétoise.

Les effectifs de la section avaient diminué à partir de 1965 et jusqu'en 1967, par suite du chômage dans la métallurgie et dans la région en général. La section avait 2.034 membres en règle (sur 2.257 inscrits) en 1965; deux ans plus tard, elle avait perdu une centaine d'affiliés (2.142 inscrits) et surtout moins de 80 % des membres avaient payé leur cotisation régulièrement (soit 1.683 - chiffre le plus bas depuis longtemps). Un point positif toutefois, la croissance de la sous-section d'Eupen, qui se poursuivit l'année suivante (principalement à la Câblerie et à Alcan-Raeren). La baisse fut enrayée à partir de 1968 : un effort des délégués et des sectionnaires permit de mettre en règle de cotisation 34 membres de plus qu'en 1967. A partir de 1969, par suite des circonstances économiques et plus spécialement de la création de nouvelles entreprises dans les zonings industriels de la région, les effectifs du syndicat amorcèrent une nette hausse : 2.000 membres en règle en 1969, 2.043 en 1970. La section comptait près de 2.500 affiliés en 1972, chiffre jamais atteint depuis longtemps.

## 12. ANNEES '70, ANNEES DE CRISE

Le comité régional avait dû procéder en mars 1971 au remplacement de son secrétaire-propagandiste, suite au décès d'Henri Klein. Pierre Lahaye succéda à ce dernier. Il faisait partie de la délégation syndicale de l'EIB depuis la grève de fin '53 dans cette entreprise. Pierre Lahaye n'eut pas la possibilité d'exercer longtemps ses nouvelles fonctions: il mourut au début de 1976. Ajoutons qu'en 1967, la section s'était choisie un nouveau président, à la place de Jean Saroléa (démissionnaire) et avait désigné Albert Lacart. Pour rappel, Jean Saroléa avait présidé l'organisation des métallos de Verviers à partir de fin 1945 et en était membre depuis 1921. Président d'honneur des Métallurgistes FGTB de Verviers, il mourut en 1975, après une longue carrière de militant syndical : il avait débuté comme ouvrier de fonderie en 1906, à l'âge de douze ans, adhéré au Syndicat des Fondateurs avant 1914 et fait partie du Comité régional des métallos durant près d'un demi-siècle !

Les premières années '70 furent aussi les dernières avant la crise économique mondiale. La crise commença à produire ses effets dans la métallurgie régionale à la fin de 1974. En 1975, celle-ci était déjà bien installée. Ce fut le début d'une rupture. Pendant les dix ou douze années précédentes, les organisations syndicales avaient conquis une série importante d'avantages matériels pour les travailleurs, au fur et à mesure des conventions collectives et des accords nationaux interprofessionnels (hausses salariales, allongement de la durée des congés payés, réduction progressive du temps de travail à 40 heures/semaine, vêtements de travail, treizième mois, etc.). De nouvelles règles de droit social avaient été élaborées, garantissant de plus en plus la stabilité de l'emploi et le maintien du revenu et contribuant aussi au maintien d'une paix sociale qui assura la stabilité du système économique en place. A cet égard, le climat allait radicalement changer à partir de 1975, au moment où – coïncidence – les métallos verviétois se choisissaient un nouveau permanent, encore aux avants-postes trente ans plus tard.

En janvier 1976, le comité régional de la section élisait en effet Marcel Bartholomi à titre de secrétaire-propagandiste en remplacement de Pierre Lahaye, décédé. Marcel Bartholomi était jusque là ouvrier aux Ateliers de Construction d'Ensival (Bertrand). Membre du comité depuis 1963, il avait été le président des Jeunesses syndicales lors de leur reconstitution à Verviers au début des années '60. D'autres changements intervinrent au cours de ces années : en juin 1979, Albert Thys (Houget) remplaçait Albert Lacart à la présidence de la section; en mai 1981, Claude Desonny (Houget également) était élu secrétaire-adjoint.

La section avait 2.500 membres inscrits en 1972. En dépit de la crise, leur nombre ne cessa de s'accroître ensuite : ils étaient près de 3.500 en 1982, chiffre jamais atteint auparavant. Le dynamisme dont l'organisation fit preuve dans tous les domaines depuis 1976 y fut sans doute pour quelque chose ... Et pourtant, il s'agissait d'une période très difficile, marquée, faut-il le rappeler, par les fermetures d'entreprises, l'accroissement du chômage, les attaques contre les acquis sociaux. Il y avait près de 5.000 chômeurs complets indemnisés dans l'arrondissement en 1976; ils étaient près du double fin juin '82.

C'est de cette période que date l'engagement des métallos verviétois dans de nouveaux groupes d'action. Ainsi, les métallurgistes verviétois, dont Marcel Bartholomi, furent à l'origine de la création en 1973 de l'Association des Consommateurs organisés (ASSCO), groupement de défense des consommateurs, financé par les seules cotisations de ses membres. Depuis, ASSCO participa à tous les débats relatifs à l'environnement général, aux aménagements urbains, aux économies d'énergie et aux énergies alternatives, etc. A partir de décembre 1974, elle entreprit la publication d'un périodique régional d'information du consommateur, *Stop*. L'association fut parmi les opposants au tristement célèbre projet de viaduc urbain, au milieu des années '70, tenu en échec malgré l'obstination têtue du bourgmestre de l'époque, Marcel Counson. En 1981, l'ASSCO proposait un plan d'aménagement du centre-ville. A son actif également, entre autres, un Colloque sur l'énergie (en septembre 1977, en collaboration avec la Fondation André Renard), des opérations de nettoyage de la Vesdre, la démonstration d'un capteur solaire en Terre Hollande (juin 1979), enfin une «Foire sur les énergies alternatives» organisée en septembre 1980 et rééditée en novembre 1981. Si on songe à l'importance des choix énergétiques, à leurs conséquences pour l'économie régionale, on doit saluer cet engagement précoce des métallos dans ce débat.

Peu après son entrée en fonction comme permanent, Marcel Bartholomi suscitait la création d'un groupe de Jeunes Métallos dans la région. On se souvient qu'il était question de ce projet depuis ... 1933. Le groupe des jeunes métallurgistes (qui suivaient tous les cours de formation syndicale de la Fondation André Renard) fut mis sur pied en mai 1976. La section des métallos comptait alors environ 800 jeunes de 18 à 30 ans. Le groupe des Jeunes Métallos allait devenir la cheville ouvrière des fêtes du 1<sup>er</sup> mai (dès l'année suivante) et organiser lui-même une série de manifestations : soirées-débats sur des problèmes d'actualité (par exemple une soirée Chili en novembre 1977), rencontres avec des étudiants, rallye, etc. Il intervint en tant que tel à l'occasion des manifestations régionales ou nationales tant des métallurgistes qu'autres (par exemple, le grand rassemblement pacifiste de Bruxelles fin '81). Les métallos FGTB furent aussi à l'origine, à l'époque, de la création de la première radio libre verviétoise – longtemps clandestine... – *Radio-Verviers*, creuset de tous les militantismes locaux à l'époque, parallèlement à l'éphémère mensuel *La Vesdre-La Loupiote* animé (entre autres) par l'auteur de ces lignes.

Sur le terrain du combat, les métallos FGTB Verviétois se singularisèrent encore dès la seconde moitié des années '70 par un syndicalisme de proposition autant que de résistance. Ainsi dans les conflits Martin Frères et Beka. Dans le premier cas, auquel toute la population fut fortement sensibilisée, une vingtaine de mécaniciens étaient occupés dans cette entreprise du textile, et le délégué FGTB était lui-même métallo; l'organisation se retira du conflit après le refus du comité de grève de laisser exposer aux grévistes un projet de relance de la firme élaboré par les métallos FGTB (1981). Quant à l'affaire Beka (qui se termina au début de 1982), le groupe flamand Bekaert, propriétaire de cette importante usine d'Eupen (200 travailleurs), transféra les activités de l'usine à Aix-la-Chapelle; pendant le conflit (avec occupation), les métallos FGTB furent les seuls à défendre un projet de société de diversification (indépendante de Bekaert) qui aurait permis de sauver une trentaine de travailleurs.

Outre les propositions économiques des métallos FGTB relatives à Martin-Frères et à la création d'une société de diversification à Eupen, il y en eut d'autres alors, par exemple en février 1980 la constitution d'un nouveau montage financier pour mettre en place une nouvelle fonderie régionale qui ne serait plus intégrée aux ateliers de mécanique Houget Duesberg-Bosson, afin d'éviter la fermeture de la dernière fonderie verviétoise. On peut rappeler aussi la «table ronde» sur le secteur des machines textiles, organisée en front commun en octobre 1976. Souvent, une certaine tranche de l'opinion publique reproche aux organisations syndicales de ne jamais proposer de solutions concrètes alternatives à la crise ou aux difficultés d'un secteur ou d'une entreprise : ici, cette vision est fautive. A cet égard, il faut aussi signaler le Club Régional Economique des Métallurgistes (CREM), organe de réflexion mis sur pied en octobre 1980 par les Métallos FGTB et, bien sûr, la création de Socomef !

Socomef, coopérative métallurgique autogestionnaire, c'est-à-dire Société Coopérative des Métallurgistes de Franchimont. Au départ, le syndicat était confronté au licenciement de la dizaine de travailleurs de la platinerie Thomson à Theux : cette très vieille firme connaissait de graves difficultés financières depuis longtemps. C'était fin 1980. Des négociations aboutirent au réengagement du personnel (la firme continuait à tourner au ralenti) et finalement à une liquidation volontaire de la part de l'employeur et la reprise de l'entreprise, en novembre 1981, par une coopérative de production. Après déménagement, allègement des charges, réorganisation de la production et surtout de la gestion, la firme redevint rentable. Les coopérateurs de Socomef étaient au départ au nombre de huit, dont les six travailleurs de l'entreprise. Celle-ci fonctionnait en autogestion, mais en solidarité régionale : un contrat de solidarité en neuf points liait les métallos de Socomef aux autres métallurgistes de la région. Il prévoyait, par exemple, que les travailleurs de la coopérative ne participent pas aux actions générales de grève avec les métallos, mais que le bénéfice de la journée de travail était alors versé à la caisse de grève de ces derniers; la coopérative était représentée au comité régional des métallos FGTB; un comité d'accompagnement «pédagogique» de la société existait, pour les problèmes de compréhension économique et de relations sociales. Et un quart de siècle plus tard, cette belle aventure continue !

En 1982, lors du centenaire de la renaissance de l'Association des Métallurgistes verviétois, les Métallos ouvrirent leurs archives pour la publication d'un livre commémoratif complet mais aussi critique, que le Professeur Jean Puissant de l'ULB salua alors comme « la plus importante monographie sectorielle et régionale d'histoire syndicale parue à ce jour ». Dans sa postface à l'ouvrage, Marcel Bartholomé résumait bien la nouvelle philosophie d'action que les Métallos FGTB verviétois avaient adoptée : « Les organisations syndicales doivent affronter le choc du futur. Elles doivent dépasser le superficiel et l'accessoire pour se consacrer à une nouvelle dynamique sociale reposant davantage sur la solidarité des forces du travail et de la population autour de l'outil économique, pour mieux le maîtriser et l'utiliser au profit de la région ».